

« Les paroles s’envolent, les écrits restent... » (Le programme économique et social de l’extrême-droite dans le texte)

*« Je crie vive la révolution
Je crie vive les institutions
Je crie vive les manifestations
Je crie vive la collaboration*

*Non jamais je ne conteste
Ni revendique ni ne proteste
Je ne sais faire qu’un seul geste
Celui de retourner ma veste, de retourner ma veste
Toujours du bon côté »*

Jacques Dutronc, « L’opportuniste »

Dans la mesure où la crise économique entraîne une radicalisation des deux côtés de la barrière de classe, elle a au moins ceci de positif qu’elle contribue à révéler le rôle de l’extrême-droite en tant que force politique au service de la domination. Ainsi, le 6 mai 2010, en Grèce, les députés d’extrême-droite de l’Alerte Populaire Orthodoxe (ou LAOS) ont voté conjointement avec leurs homologues sociaux-démocrates un « plan de rigueur » – véritable déclaration de guerre aux travailleurs du pays... Et c’est tout naturellement que des militants d’extrême-droite se sont rangés du côté des forces de l’ordre (bourgeois) pour tenter de faire face à la colère populaire... C’est bien connu, « quand on ne fait pas partie de la solution, on fait partie du problème » : du côté d’Athènes, l’extrême-droite ne peut plus guère cacher qu’elle « fait partie du problème ».

En revanche, en France – où les antagonismes de classes ne s’expriment pas (encore) avec la même acuité – le FN, le MPF et autres amicales de consanguins tentent encore de persuader le prolétariat que l’extrême-droite « fait partie de la solution ». Pour ce faire, ils ont souvent recours à la méthode éprouvée du double discours. D’un côté, une partie de la propagande (surtout celle destinée à la masse des exploités, par le biais de la télévision, de la radio, des grands quotidiens, des affiches, tracts ou autocollants) des fafs comporte – outre les habituelles éruccations xénophobes – des dénonciations appuyées du « mondialisme ultra-libéral », de la « mondialisation sauvage », etc. De l’autre, lorsqu’ils s’adressent avant tout aux initiés et/ou à leur électorat traditionnel – patrons, commerçants, artisans, professions libérales^[1]... –, les fafs n’ont pas besoin de s’encombrer avec une rhétorique à tonalité sociale voire carrément socialiste... L’extrême-droite révèle alors sans fausse pudeur quels sont ses véritables objectifs économiques et sociaux^[2] !

Pour notre plus grand bonheur, plusieurs partis politiques bruns mettent à la disposition des internautes leurs professions de foi respectives. Ces dernières confirment, s’il en était besoin, que **le FN, le MPF et consorts sont des défenseurs fanatiques de la minorité de parasites à qui profite le système capitaliste**. Une fois n’est pas coutume, nous reproduisons donc ici – à des fins d’édification – des extraits des programmes de six partis d’extrême-droite (FN, MNR, MPF, Renouveau Français, Parti Populiste, Parti National Radical) dans les domaines économiques et sociaux. Les formules employées sont celles trouvées sur les sites des partis précédemment cités^[3] : nous les avons copiées/collées telles quelles, nous limitant à les classer selon huit thèmes auxquels elles se rapportent.

	Salariés, chômeurs...	Retraites	Patrons, commerçants, artisans, agriculteurs...	Fiscalité	Éducation et recherche	Secteur public (hors fonctions régaliennes)	Flics, matons, bidasses...	Logement
Front National (FN)	<ul style="list-style-type: none"> - Renégociation de la durée hebdomadaire du temps de travail par branches d'activité - Permettre en particulier de « gagner plus à ceux qui travaillent plus » - Encouragement à la multiactivité par l'assouplissement ou la suppression des règles de cumul activité salariée/activité non salariée, ou retraite/emploi et même dans certains cas prestations sociales/emploi - Réformer le traitement du chômage et le RMI, dans une logique qui favorise la reprise d'une activité : transformer le revenu minimum d'insertion en revenu minimum d'activité. D'une manière générale, les revenus d'activité seront favorisés au détriment des revenus d'assistance 	<ul style="list-style-type: none"> - Le développement de régimes de retraite complémentaire par capitalisation ouverts à tous 	<ul style="list-style-type: none"> - Acteurs économiques et emploi : libérer au maximum l'entreprise des contraintes de toute nature qu'elle subit - Libérer le travail et l'entreprise de l'étatisme, du fiscalisme et du réglementarisme - L'exonération en 5 ans des entreprises agricoles de toutes charges fiscales et sociales 	<ul style="list-style-type: none"> - Baisser la pression fiscale par une réforme d'envergure sur 5 ans (baisse de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés, des droits de succession en ligne directe et de l'impôt de solidarité sur la fortune) 	<ul style="list-style-type: none"> - Suppression de 20 000 personnels administratifs et techniques - Une plus large autonomie sera accordée dans le recrutement des professeurs - Rendre plus systématiques les stages en entreprise - Instituer des procédures d'évaluation et d'avancement des chercheurs du secteur public au mérite - Programme (sic) la suppression de certains postes non stratégiques dans la recherche publique en sciences humaines (non-renouvellement de départs à la retraite, par exemple) - Lutter contre la politisation de l'Éducation nationale, en interdisant les manifestations politiques d'étudiants ou d'enseignants organisées pendant les 	<ul style="list-style-type: none"> - Obtenir des économies budgétaires en réorganisant la Fonction publique, par l'introduction du principe de mobilité et le non-remplacement d'une partie des départs en retraite - Garantie du service minimum en cas de grève 	<ul style="list-style-type: none"> - Un budget de la Défense augmenté de 10,8 milliards d'euros représent[ant] 2,6 % du PIB français 	<ul style="list-style-type: none"> - Instaurer un système de garantie contre les impayés au profit des propriétaires

					heures de cours		
Mouvement National Républicain (MNR)	<p>- Supprimer le principe du temps de travail hebdomadaire de 35 heures en instaurant un système souple permettant à ceux qui veulent travailler moins de le faire en gagnant moins et à ceux qui veulent gagner plus d'y parvenir en travaillant plus</p> <p>- Supprimer le monopole de l'ANPE afin d'améliorer l'efficacité du placement des chômeurs</p> <p>- Sanctionner les faux chômeurs en cessant de verser des allocations à ceux qui refusent trois fois de suite un emploi correspondant à leur profil</p> <p>- Rendre effective la liberté du travail en faisant respecter les lois en vigueur au bénéfice des employés non grévistes</p>	<p>- Instaurer un système de retraite par capitalisation permettant aux cotisants de se constituer un capital qu'ils pourront percevoir sous forme de rente viagère à leur retraite</p>	<p>- Limiter les charges fiscales et sociales pesant sur l'agriculture de façon à rendre les exploitations plus viables</p> <p>- Rendre les marchés financiers plus attractifs pour inciter les Français à investir davantage dans les entreprises</p> <p>- Faciliter la création et le développement des PME par des avantages fiscaux, réglementaires et financiers</p> <p>- Développer la compétitivité des entreprises et donc la création d'emplois par la désétatisation de l'économie, l'allègement des charges et la limitation des contraintes bureaucratiques</p>	<p>- Diminuer les taux de l'impôt sur les sociétés pour alléger les prélèvements sur les entreprises</p> <p>- Abroger l'ISF dont le rendement est très faible, qui pénalise une partie des classes moyennes et provoque l'exode des gens fortunés</p> <p>- Faire passer le taux des prélèvements obligatoires sous la barre des 40 % du PIB afin de libérer la société du poids de l'étatisme</p>	<p>- Accorder aux universités une réelle autonomie</p> <p>- Mieux associer l'entreprise à l'université pour améliorer la synergie entre le monde du savoir et celui de l'économie</p> <p>- Adapter la formation professionnelle aux besoins des employeurs par un développement très important des études professionnelles en alternance</p>	<p>- Réduire les dépenses publiques en centrant l'État sur ses fonctions régaliennes</p> <p>- Limiter les frais de fonctionnement de l'Etat en ne remplaçant pas tous les fonctionnaires qui partent à la retraite</p> <p>- Garantir la liberté d'accès aux services publics en imposant aux salariés de déclarer à l'avance leur intention de faire grève afin de permettre à la direction d'organiser avec les non grévistes le service minimum indispensable</p> <p>- Réduire de 20% le nombre des fonctionnaires en ne renouvelant qu'un départ à la retraite sur deux</p> <p>- Achever la privatisation du secteur public marchand car l'État n'a pas à</p>	<p>- Augmenter le budget de la Défense jusqu'à 3% du PIB afin de doter la France d'une armée crédible indispensable pour assurer son indépendance et lui permettre d'être respectée dans le monde</p> <p>- Construire de nouvelles prisons car le manque de place ne doit plus servir d'alibi au laxisme judiciaire</p> <p>- Augmenter les effectifs de policiers de façon à assurer avec efficacité la dissuasion et la répression des délinquants</p> <p>- Développer les moyens de la police afin qu'elle puisse jouer son rôle dans les meilleures conditions</p>

						<p>produire des biens ou des services susceptibles d'être vendus sur un marché</p> <p>- Mettre en concurrence contrôlée les entreprises publiques de façon à améliorer leur productivité par une saine et loyale émulation avec le secteur privé</p>	
Mouvement pour la France (MPF)	<p>- Stopper le versement de l'allocation à ceux qui refusent deux fois de suite une offre qui correspond à leur profil, leur formation et leur zone géographique</p> <p>- Supprimer le monopole de l'ANPE en créant des agences pour l'emploi par branche d'activité et en favorisant l'initiative privée</p> <p>- Encadrer strictement le droit de grève, en le soumettant notamment à un vote à bulletin secret</p>	- Libérer (sic) l'âge de la retraite	<p>- Baisse drastique de 50% des charges qui pèsent sur les PME-PMI</p> <p>- Exonérer de charges sociales pendant deux ans toute entreprise nouvellement créée</p>	- Inscrire dans la constitution le taux maximal des prélèvements obligatoires à 33%	<p>- Illustrer le caractère concret des matières enseignées en confrontant les élèves de collège et de lycée à la réalité économique par un cours trimestriel faisant intervenir un artisan, un commerçant ou un petit entrepreneur</p> <p>- Promouvoir l'apprentissage et les filières professionnelles en les développant en fonction des besoins économiques</p> <p>- Réhabiliter le travail manuel par un stage obligatoire d'un mois chez un artisan ou à l'usine en classe de 3^e</p>	<p>- Instaurer un service minimum dans les transports</p> <p>- Ne pas renouveler un départ de fonctionnaire à la retraite sur deux</p>	<p>- Créer 20 000 places de prison supplémentaires</p> <p>- Améliorer la rémunération des surveillants d'établissements pénitentiaires</p> <p>- Augmenter le budget de la défense de 5%</p>

Renouveau Français (RF)	- Participation obligatoire à des Travaux d'Intérêt Général pour les bénéficiaires des minima sociaux		- Aide décentralisée aux PME					
Parti Populiste				- Abattre l'inquisition fiscaliste	- Encourager la formation et la recherche tant dans le secteur privé que public, dans le sens des futurs besoins économiques	- Supprimer le droit de grève dans les services publics		- Défendre la propriété
Parti National Radical (PNR)						- Remett[re] les fonctionnaires et assimilés au travail - Ramen[er] leurs effectifs à un niveau plus décent		- Les habitations collectives, type HLM, archétype du système collectiviste soviétique, doivent être proposées à la libre accession à la propriété à ses locataires

... Éloquent, non ?

Si uniquement six partis d'extrême-droite figurent dans le tableau, c'est parce que les autres se montrent pour le moins discrets au sujet de leurs objectifs économiques et sociaux :

- Les [sous-fascistes](#) du Parti dit Anti-Sioniste (PAS), du Mouvement des Damnés de l'Impérialisme (MDI) et du Parti Solidaire Français (PSF) font principalement de l'agitation antisémite – qu'ils tentent parfois de maquiller en antisionisme et en solidarité avec le peuple palestinien. Rien d'étonnant, donc, à ce que le programme du PAS, la charte du MDI et le manifeste du PSF, disponibles sur leurs vitrines web respectives, traitent surtout du « sionisme »...

- Du côté d'Alain Soral et de son association politique Égalité & Réconciliation (E&R), les questions économiques et sociales sont aussi laissées de côté dans la charte – hormis une énigmatique référence à la « *défense de la*

campagne, et ceux qui y travaillent » et une dénonciation de « *l'ultralibéralisme mondialisé* ». Cette dénonciation est très convenue car toutes les forces politiques – de l'extrême-gauche à l'extrême-droite en passant par l'intégralité des partis de gouvernement – se sont approprié cette rhétorique prenant pour cible le « libéralisme », « l'ultralibéralisme » ou telle ou telle variante du capitalisme (le « capitalisme financier », le « capitalisme spéculatif », l' « hypercapitalisme »...) mais ne disant rien de l'État et de la société de classe en eux-mêmes (et pour cause, puisqu'ils en sont de fervents appuis !)^[4].

- Utilisant cette même astuce, les nazillons du Bloc Identitaire (BI) affirment, dans leur plaquette de présentation, vouloir lutter contre les « *excès du libéralisme* ». De plus, pour tenter de faire croire qu'ils sont dans le camp des exploités, les identitaires s'aventurent occasionnellement dans des manifestations « de gauche » pour y diffuser des tracts dont le contenu ne laisse à première vue rien transparaître de leur appartenance à l'extrême-droite. Les militants identitaires ont beau jeu, ensuite, de présenter leur participation à ces manifestations comme une « « « preuve » » de la popularité de leurs idées^[5]. En réalité, les moins crétins (c'est très relatif...) de ces fafs savent bien que leur infiltration/récupération de diverses luttes populaires n'est un succès que dans l'exacte mesure où ils passent sous silence leur appartenance à l'extrême-droite. A cet égard, le commentaire désabusé d'un identitaire concernant le fiasco du « *1^{er} mai social et identitaire* » organisé par le BI cette année est révélateur : « *Il faudra [...] déposer une autre [déclaration de manifestation] plus discrètement et hors contexte social mobilisateur comme le 1er Mai je pense. Moins de chance de se faire mettre la pression. Ou bien se pointer en nombre à une manif ouverte comme nous lors d'une manif pour la langue occitane de 30 000 personnes. Après faut s'accrocher pour pas se faire virer!* » On l'aura compris : l'extrême-droite n'hésite pas à s'essayer à l'art du camouflage ! Il est une autre ficelle politique que les fafs savent manier avec virtuosité : le retournement de veste. Un phénomène que nous illustrerons en prenant pour exemple le positionnement du Front National sur la question des retraites.

Le 20 mai 2010 encore, le retour à 65 ans de l'âge légal de la retraite faisait officiellement partie du programme du Front National. Cette revendication pro-patronale figurait en toutes lettres dans la partie du programme du FN consacrée aux retraites, comme le montre la capture d'écran ci-dessous :

<http://sinistrespectacle.free.fr/image005.jpg>

Dans un texte lui aussi paru en mai et intitulé « [Comment le FN veut s'en prendre à nos retraites](#) », [Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes](#) notait d'ailleurs que le FN proposait « *l'harmonisation par le bas du système* »... Un constat indéniable, et un point du programme du FN qui pourrait s'avérer encombrant pour le parti d'extrême-droite alors même que commencent grèves et manifestations contre une nouvelle contre-réforme des retraites. En effet, cette contre-réforme prévoit de fixer à 62 ans « seulement » l'âge légal de la retraite. Le FN risque donc de se « griller » encore un peu plus auprès des salariés dont il cherche à obtenir les suffrages si, non content de soutenir cette régression sociale, il surenchérit en affirmant vouloir repousser l'âge légal de la retraite au-delà des 62 ans prônés par l'UMP... D'où une toute nouvelle version du programme du parti frontiste sur les retraites :

<http://sinistrespectacle.free.fr/image006.jpg>

Le FN reproche désormais à l'UMP d' « imposer » un report de l'âge de départ à la retraite. Un revirement opportun, qui évite au Front National d'apparaître trop nettement comme un dévoué laquais du patronat. Un revirement opportuniste, également, car **le parti d'extrême-droite prétend s'opposer à la clique de Sarkozy qui veut repousser de deux ans l'âge de départ à la retraite alors que le FN demandait il y a encore un mois – et depuis longtemps – à ce qu'il soit reculé de cinq ans !** Le parti de Jean-Marie Le Pen se paye même le luxe de critiquer une UMP qui « *improvise aujourd'hui totalement son positionnement* »... Comme si, avec son soudain retournement de veste sur ce sujet, le FN n'avait pas lui aussi agi dans l'improvisation la plus totale ! Ce qu'indique notamment le fait qu'il est toujours possible (au 20 juin 2010) de consulter sur le site du FN^[6] le programme du parti pour les dernières élections présidentielles – programme dans lequel figure le retour à 65 ans de l'âge légal de la retraite^[7].

Marine Le Pen déclarait le 14 juin : « *En choisissant de repousser l'âge légal de départ à la retraite, le gouvernement a tout récemment confirmé sa soumission aux dogmes défendus par le Medef et la Commission européenne. [...] Alors que faut-il faire ? Faut-il suivre les propositions du Parti Socialiste ? Certainement pas. D'abord parce qu'au PS c'est le flou qui règne. Un jour, Martine Aubry veut repousser l'âge légal à 62 ans, le lendemain elle est contre. Dominique Strauss-Kahn lui défend comme d'habitude les solutions les plus anti-*

sociales, celles du FMI. » ^[8] Par trop timide, Marine Le Pen n'a pas osé appliquer son analyse ô combien pertinente à son propre parti. Faisons-le pour elle : en prônant le retour à 65 ans de l'âge de la retraite, le FN a démontré sa « soumission » au MEDEF et à la Commission Européenne et soutenu « les solutions les plus anti-sociales, celles du FMI ». Il n'y a aucune raison de croire qu'une subite « révélation » a frappé le millionnaire Le Pen et l'a convaincu du caractère inacceptable du report de l'âge légal de départ en retraite. Plus vraisemblablement, le FN n'a strictement rien renié de ses traditionnelles convictions pro-patronales, mais il espère tirer profit de l'hostilité massive à la contre-réforme des retraites en assurant y être opposé – étant entendu que les promesses des hommes politiques n'engagent que ceux qui y croient... Quant à ceux – de plus en plus nombreux – qui n'y croient plus, il leur faut reprendre le chemin de l'affrontement classe contre classe, le seul à même de sortir l'humanité de l'impasse capitaliste.

^[1] Au premier tour des élections présidentielles de 2002, 22% des patrons, commerçants et artisans ont voté pour Jean-Marie Le Pen, le pourcentage est le même chez les agriculteurs, il atteint 26% chez les professions libérales (cf. COLLOVALD Annie, *Le « populisme du FN », un dangereux contresens*, Éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2004, p. 164-165) et 44% chez les policiers et militaires (cf. ROUBAN Luc, *La fonction publique*, La Découverte, Paris, 2009, p. 73).

^[2] Cf. TROTSKY Léon (« Qu'est-ce que le national-socialisme ? ») : « *Dans le domaine de l'économie contemporaine, internationale par ses liens, impersonnelle dans ses méthodes, le principe de race semble sorti d'un cimetière moyenâgeux. Les nazis font par avance des concessions : la pureté de la race qui se contente d'un passeport dans le royaume de l'esprit, doit surtout prouver son savoir-faire dans le domaine économique. Cela signifie dans les conditions actuelles : être compétitif. Par la porte de derrière le racisme revient au libéralisme économique, débarrassé des libertés politiques. Pratiquement, le nationalisme en économie se réduit à des explosions d'antisémitisme impuissantes, malgré toute leur brutalité.* »

^[3] Cf. la rubrique « Programme » sur les sites internet du FN, du MNR, du Parti Populiste et du Parti National Radical, la rubrique « Le projet politique » sur le site du MPF et la rubrique « Doctrine & études » sur le site du Renouveau Français.

^[4] Cf. SEMPRUN Jaime, *L'abîme se repeuple*, Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, Paris, 1997, p. 79 à 81 : « *Ces dénonciations moralisantes de l'horreur économique s'adressent en premier lieu aux employés menacés par l'accélération de la modernisation, à cette classe moyenne salariée qui s'était rêvée bourgeoise et se réveille prolétarisée (et même lumpenprolétarisée). Mais ses peurs et sa fausse conscience sont partagées par tous ceux qui ont quelque chose à perdre au dépérissement de l'ancien Etat national qu'organisent les pouvoirs qui contrôlent le marché mondial : travailleurs des secteurs industriels jusque-là protégés, employés des services publics, gestionnaires divers du système de garanties sociales maintenant mis à la casse. Tous ceux-là forment la masse de manœuvre d'une espèce de front national-étatique, un informel « parti de Décembre » où une sauce idéologique anti-mondialiste lierait toutes sortes de rebuts politiques avariés : républicains à la mode Chevènement-Séguin-Pasqua, débris stalinien, écologistes socialisants, gauchos-humanitaires en panne de militantisme et même néo-fascistes en mal de 'projet social'. Ce parti de la stabilisation n'a une vague apparence d'exister que pour fournir un exutoire aux récriminations contre les excès des partisans de l'accélération : il a pour raison d'être une protestation sans effet, et qui se sait elle-même vaincue d'avance, n'ayant rien à opposer à la modernisation technique et sociale selon les exigences de l'économie unifiée. [...] **Une telle représentation des mécontentements sert surtout à intégrer la protestation dans des pseudo-luttes où l'on se garde toujours de parler de l'essentiel et où l'on revendique les conditions capitalistes de la période précédente**, que la propagande désigne sous le nom d'Etat-providence ; elle ne pourrait prendre quelque consistance, comme relève politique, qu'à l'occasion de troubles graves, mais ce serait alors pour étaler son impuissance à restaurer quoi que ce soit.* »

[5] Si quelques anarchistes avaient l'idée (absurde) de copier les pratiques politiques contorsionnistes des identitaires, il leur serait tout à fait possible de « « « prouver » » » que les idées libertaires ont la côte chez les militants d'extrême-droite en allant diffuser des tracts xénophobes au 1^{er} mai du Front National !

[6] Ici : <http://www.frontnational.com/pdf/programmejmlp2007.pdf>

[7] Cf. la page 17 du programme.

[8] <http://www.frontnational.com/?p=5201>

Annexe :

- Daniel Guérin, [La démagogie fasciste](#), extrait de *Fascisme et grand capital* (1936), réédition Syllepse et Phénix, Paris, 1999
- Léon Trotsky, [Qu'est-ce que le national-socialisme ?](#) (1933)

[index](#)